

Chez Renault, reprise de l'action

Nous écrivions dans notre dernier numéro que les ouvriers de Renault étaient prêts à se battre et nous nous faisons l'écho des propos d'un ouvrier qui, à l'assemblée des militants C.G.T., reprochait en fait à la direction syndicale C.G.T. de ne pas être prête à l'action.

Depuis, l'usine a débrayé deux fois à 80 % : deux heures le 27 septembre et quatre heures le 3 octobre, au cours de la journée d'action revendicative de la métallurgie.

Que s'est-il passé ?

Successivement, en quelques semaines, les ouvriers viennent de se voir gratifier d'un programme revendicatif, d'une unité d'action C.G.T.-C.F.T.C., de mots d'ordre de grève, d'appels à manifester dans la rue, etc...

Si on peut admettre que la combattivité ouvrière est à la base de ces progrès incontestables, il n'en reste pas moins qu'aucun de ces acquis ne représente exactement et totalement la vo-

lonté ouvrière. D'autre part, l'action n'est pas sous le contrôle des ouvriers. Il manque une ossature, une direction à l'échelle des ateliers et de l'usine que représenteraient des comités de lutte ou de grève.

Le programme

Depuis deux ans les sections syndicales C.G.T. cherchaient, à travers les mailles de la particularisation et de la décentralisation, une plateforme revendicative, c'était du moins l'alibi donné par la direction C.G.T. à son refus d'action d'envergure. Les consultations succédaient aux consultations... A la rentrée des vacances, la dernière de celles-ci aboutissait à 40 ou 50 fr. de l'heure.

Le programme a retenu 30 fr. Les 10 à 20 fr. de différence représentent le prix de l'unité d'action avec la C.F.T.C. toujours « raisonnable ».

Lassés des discussions, des consultations, des palabres, des volte-faces en matière revendicative et des polémiques, les militants ratifièrent comme ils acceptèrent sans soulever la signature sans réserve de l'accord Renault par le syndicat C.G.T., le 21 septembre.

Néanmoins, la demande d'augmentation uniforme de 30 fr. est un acquis tout à fait important de la pression des ouvriers sur les dirigeants syndicaux.

C'est dans ces conditions que la bataille a commencé sous la direction des organisations C.G.T. et C.F.T.C. qui ne purent décider ni F.O. ni le S.I.R. ni la C.G.C. à s'associer au mouvement.

Pourtant c'est F.O. qui devait donner soudainement un mot d'ordre de grève de 5 heures pour le vendredi 27, ceci dès le lundi.

La C.G.T. et la C.F.T.C. lancèrent pour le même jour un mot d'ordre de deux heures. Le S.I.R. se rallia de son côté au mot d'ordre. Puis le matin du 27, F.O. en fit autant mais maintint son mot d'ordre de 5 heures pour les « ouvriers conscients » !!!

Le débrayage de quatre heures, le 3 octobre, dans le cadre de la journée de la métallurgie se fit encore une fois à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.T.C., le syndicat F.O. ayant apparemment ignoré cette journée (il ne sortit aucun tract). Encore une façon de se singulariser !!!

Le succès des deux grèves est indéniable puisque 25 à 28.000 ouvriers y participèrent. Cependant l'atmosphère reste tiède et la participation aux meetings et manifestations est assez faible. Le 27 septembre, 2 à 3.000 ouvriers seulement participèrent au meeting, les autres rentrant chez eux.

Le 3 octobre, toutes les usines de Boulogne ne rassemblèrent au square Henri-Barbusse que 4.000 à 5.000 personnes et au plus fort du défilé dans les rues de Boulogne-Billancourt, on ne dépassa guère les 7.000 à 8.000 manifestants, ceci dans une localité qui groupe quelque 50.000 métallos. Mieux même, au cours du meeting du square Henri-Barbusse, un orateur annonça qu'un deuxième cortège venant de L.M.T. ferait sa jonction à la mairie avec le gros de la troupe. On l'attend encore.

L'absence de mot d'ordre central trouve son expression dans le cri des manifestants du défilé : « Augmentez les salaires » sans plus, cri d'ailleurs bien tiède, comme l'étaient les applaudissements de la masse des grévistes. Peu d'enthousiasme, scepticisme des ouvriers. On vit même, devant la mairie, des ouvriers s'esclaffer lorsque Linet vint annoncer très sérieusement que le premier adjoint de la municipalité (!!) s'engageait à remettre la motion des métallos aux pouvoirs publics. Lesquels ? pensait tout le monde.

Tout est motif à inquiéter les ouvriers, depuis le mot d'ordre soudain de F.O. d'appeler à cinq heures de grève jusqu'à l'autorisation municipale de défilé dans l'ordre, le calme et la dignité...

Les ouvriers veulent se battre. La nécessité de grandes luttes *tous ensemble* est évidente pour tous, et le tournant des organisations syndicales en ce qui concerne les formes de luttes généralisées va dans le sens de la volonté des travailleurs. Cependant les propositions d'action ne répondent pas aux aspirations des ouvriers.

Ainsi, au dernier Comité exécutif du syndicat CGT-Renault, la discussion a porté sur le choix à faire entre quatre heures de grève ou grève de 24 heures. Il est évident que dans les périodes de mobilisation générale que constituent les grèves limitées, ce qui importe ce n'est pas la durée proprement dite du débrayage, c'est la démonstration d'unanimité, la répétition générale du mouvement que l'on veut préparer, la grève générale. C'est pourquoi chaque action, chaque débrayage limité doit s'inscrire dans la perspective d'une coordination des luttes de toutes les corporations à Paris comme en province, ceci étant exprimé tout à fait explicitement. C'est ce qui manque à l'usine où l'on entend parler de temps à autre seulement de mouvements « de plus en plus puissants ». Vers où ? C'est ce que veulent savoir les ouvriers. La grève de 24 heures envisagée par la C.G.T. n'aura de succès qu'à ce prix. Les ouvriers révolutionnaires devront imposer cette généralisation en même temps qu'ils formeront leurs comités de luttes ou de grève pour en exercer la direction.

La grève de chez Chausson

Voici comment s'est déroulée chez Chausson la grève du 3 octobre.

Depuis le dernier mouvement du mois de mai, les ouvriers ne voulaient plus faire de mouvements limités à Chausson seul. Depuis la rentrée ils attendaient que les syndicats lancent un mot d'ordre dans toute la métallurgie et ils le firent savoir aux délégués et représentants de la C.G.T. Aussi firent-ils bon accueil à la préparation de la journée du 3.

Les délégués C.G.T. contactèrent aussitôt F.O. et C.F.T.C. Ces derniers acceptèrent aussitôt la réunion commune, mais F.O. se fit tirer l'oreille. Un tract commun fut lancé, appelant à débrayer dans toutes les usines à 14 h. et à se rendre en cortège à un meeting.

Des Assemblées générales préparèrent la journée d'action.

Au dernier moment, F.O. fit circuler un tract commun avec les indépendants chez Chenard, appelant à débrayer seulement une demi-heure avant la fin du travail pour ne pas se compromettre avec la C.G.T. Cette manœuvre fut peu goûtée des travailleurs.

Jeudi à 14 h., les cours de l'usine se remplirent vite d'ouvriers en grève. Participation en moyenne à 80 %. Des secteurs à 98 % et qui n'avaient jamais débrayé auparavant et d'autres secteurs plus combattifs d'ordinaire où il y eut des défections.

Des réflexions : « ... On aurait dû faire la journée... » — « ... On n'aurait pas dû reprendre à midi... » — « ... On est toujours à la remorque de F.O., sous prétexte d'unité d'action » expliquent certaines défections et un manque d'enthousiasme général.

La rue se grossit de monde, les deux usines de Gennevilliers crachent leurs occupants et se taisent. Un cortège se forme, mais beaucoup de gars rentrent chez eux.

Des pancartes : Nos salaires ! Nos 40 fr. ! Unité ! La manifestation parcourut Gennevilliers sans trop y croire ; il y a longtemps que cela était arrivé, il n'y a pas de flics.

Les gens aux fenêtres et sur le trottoir hochent la tête et approuvent.

On arrive au marché des Grésillons : les copains d'Asnières sont déjà là. Ça fait du monde. Meeting. Les trois syndicats s'expriment. Tout ce qu'ils disent, les gars le savent, la dureté de la vie et le reste. Le moyen d'en sortir, c'est ça qui les intéresse. Les responsables le savent. Ils diront tous ce que ce n'est qu'un début, qu'un diront tous que ce n'est qu'un début, qu'un mens plus larges.

Les travailleurs approuvent. Il ne faudra pas en rester aux paroles. Ils s'en souviendront.

CORRESPONDANT.

A la S.N.C.A.N. des Mureaux

La tactique de la particularisation s'effondre. Devant l'offensive du patronat et du gouvernement les masses exigent une riposte d'ensemble de la classe ouvrière.

Reflet des aspirations réelles des travailleurs, nous publions cette lettre des Sections Syndicales S.N.C.A.N. des Mureaux. Elle montre comment la volonté de lutte de la classe ouvrière se fraye un chemin jusqu'aux appareils syndicaux.

Les Mureaux, le 26 septembre 1957.

Aux Fédérations de la Métallurgie C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., C.G.C.

Chers camarades,

Les représentants des Sections Syndicales C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C. et C.G.C. de la S.N.C.A.N., Usine des Mureaux, se sont réunies ce jour, pour examiner la situation revendicative et les moyens de faire aboutir en commun les légitimes aspirations du personnel de l'Usine.

Les travailleurs ont actuellement à faire face à toute une série de mesures financières qui réduit considérablement son pouvoir d'achat ; c'est pour cela que nous exigeons une augmentation générale de tous les salaires et que nous n'acceptons pas de pause sociale.

Les travailleurs ne veulent pas subir les conséquences de la politique gouvernementale actuelle, alors que les bénéfices patronaux augmentent sans cesse.

Si actuellement se développent dans notre pays des actions multiples pour l'aboutissement des revendications, nous pensons qu'un développement plus large encore sur le plan national doit se faire.

Nous estimons donc qu'une réunion commune de toutes les Fédérations doit se tenir dans les délais les plus brefs, pour envisager et orienter une action générale, pour faire céder Patronat et Gouvernement.

Parce que c'est le désir de nos Sections Syndicales et de tous les travailleurs, nous vous invitons à vous rencontrer sans plus tarder et déterminer ensemble les moyens d'actions pour l'aboutissement de toutes les revendications.

Dans cette attente,

Recevez, chers camarades, nos salutations fraternelles syndicalistes.